

l'honorable député veut bien terminer la déclaration qu'il a à faire, nous pourrions peut-être, je crois, remettre la discussion de ce sujet à un moment où un débat sera approprié.

L'hon. M. Pearson: Je vais m'efforcer de traiter des points qui m'intéressent directement. Le plus important peut-être est la critique du premier ministre portant que nous ne connaissions pas tout le sujet lorsque nous étions au pouvoir, et il a mentionné mon nom en particulier. Le premier ministre dit maintenant qu'il n'y a pas eu de contrat. Or, le ministre du Commerce, il y a quelques jours seulement, comme en fait foi la page 2775 du *hansard*, répondait ce qui suit à une question posée par l'honorable député de Burnaby-Richmond:

Le gouvernement canadien, par l'intermédiaire de la société de la Couronne, *Eldorado Company*, détient un contrat ferme avec l'Administration britannique de l'énergie nucléaire. Je n'ai reçu des autorités britanniques rien qui laisserait croire qu'on aurait l'intention de ne pas faire honneur au contrat.

Le ministre du Commerce a dissipé tout doute à cet égard lorsqu'il a déclaré, à Calgary, vendredi dernier, alors qu'on lui signalait la mise à jour d'un marché visant la vente de 24 millions de livres d'uranium à la Grande-Bretagne. Voici ce que le ministre aurait déclaré au *Star*, de Toronto, à Calgary:

L'honorable George Hees, ministre du Commerce, a dit au *Star* que le contrat représenterait une aide considérable pour l'industrie.

Le compte rendu continue ainsi:

Il a affirmé qu'il n'y avait aucune raison de révéler plus tôt l'existence du contrat.

Je cite maintenant l'article en question:

«Le gouvernement ne va pas crier partout ce qu'il a l'intention de faire à l'avenir».

Voilà, monsieur l'Orateur, une observation ridicule. Le ministre du Commerce a dit ensuite qu'il n'y avait là rien de caché. «Personne ne m'a rien demandé à ce sujet,» a-t-il déclaré.

Le ministre du Commerce a donc déclaré qu'il y avait un contrat ferme. Le premier ministre pense que non. Le président de l'*Eldorado* estime qu'il y avait un contrat ferme...

Le très hon. M. Diefenbaker: Ce que j'ai dit, c'était qu'une lettre d'intention a été remise et acceptée, mais qu'un contrat officiel n'avait pas été conclu, et que les négociations à ce sujet se poursuivaient encore.

L'hon. M. Pearson: Voici ce qu'en a dit le président de l'*Eldorado*. Le premier ministre a bien voulu citer des passages du document. Je me permettrai de citer ce qui suit. Le président, parlant de ces trois contrats, a affirmé: Ce sont des contrats fermes. Il l'a répété de

[M. l'Orateur.]

façon catégorique. Plus tard, c'est-à-dire le 3 mars, il a dit: Ce sont des contrats fermes, et les Britanniques ont l'habitude de respecter leurs engagements. Il a ajouté qu'il est toujours possible d'entamer de nouvelles négociations.

Or, le premier ministre (M. Diefenbaker) affirme qu'il ne s'agit pas de négocier de nouveau un contrat ferme, un engagement pris par le Royaume-Uni; oh! non, ce n'est pas cela, nous sommes en train de négocier un nouveau contrat, ce qui n'est pas ce que le ministre du Commerce a dit.

L'hon. M. Fleming: Ce n'est pas ce que le premier ministre a dit.

L'hon. M. Pearson: Ce n'est pas ce que le président de l'*Eldorado* a dit; si on veut bien consulter les dépositions du président de cette société, on constatera qu'il parlait d'un contrat ferme conclu par le Royaume-Uni, pour 24 millions de livres, et que le gouvernement a alors caché et gardé secret, tandis que les mines canadiennes d'uranium en auraient eu besoin.

L'hon. M. Fleming: C'est tout à fait faux.

M. l'Orateur: A l'ordre! Je pense que le chef de l'opposition (M. Pearson) se reporte ici à un témoignage rendu devant un comité de la Chambre qui n'a pas encore fait rapport. Il me semble que nous devrions attendre le rapport du comité avant de nous engager dans un débat sur cette question. Le chef de l'opposition a eu l'occasion de parler de ce qu'il sait à ce sujet et des déclarations qui ont été faites. S'il n'a pas terminé, je lui permettrais de continuer, mais je lui demande de s'en tenir à cet aspect de la question et de ne pas s'attacher à des points qu'il est évidemment irrégulier d'aborder en ce moment.

L'hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, j'ai parlé du rapport du président et de celui du comité, parce que le premier ministre lui-même l'a fait d'abord pour démontrer le bien-fondé de sa déclaration. Le premier ministre a parlé du président de l'*Eldorado* et je veux maintenant parler moi aussi du président de l'*Eldorado* qui est président d'un organisme...

M. l'Orateur: A l'ordre!

L'hon. M. Pearson: On a déclaré catégoriquement qu'il existe un engagement ferme et que le contrat ferme prévoyant 24 millions de livres fait l'objet de nouveaux pourparlers avec le gouvernement du Royaume-Uni. C'est assez loin de ce que le premier ministre nous a communiqué cet après-midi. Il sera très intéressant de découvrir exactement ce qui en est de cette affaire et peut-être aurons-nous